



**HAL**  
open science

# Le capitalisme, le Produit Intérieur Brut et le Bien-Être

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

| Jacques Fontanel. Le capitalisme, le Produit Intérieur Brut et le Bien-Être. 2022. hal-03621699

**HAL Id: hal-03621699**

**<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03621699>**

Preprint submitted on 28 Mar 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Le capitalisme, le Produit Intérieur Brut et le Bien-Être

Jacques Fontanel

## Economistes contre la Course aux Armements Grenoble, 25 Mars

Résumé : Les économistes favorables à la globalisation considèrent que le libéralisme conduit à une situation optimale du fait des interdépendances, des économies d'échelle et de la réduction des coûts. Cependant, la situation actuelle ne manque pas d'inquiéter, car les interdépendances produisent aussi des dépendances, même à l'égard de pays ou de firmes qui abusent de leur situation de domination relative ou conjoncturelle. En outre, l'optimum dépend de l'horizon-temps des décisions, lequel est très court dans le cadre d'une économie de profit immédiat et d'intérêt individuel exacerbé. De même les politiques sociales ne peuvent pas être perçues comme des coûts, mais aussi des éléments essentiels du bien-être des populations. Enfin, les conflits et guerres économiques et militaires fondées sur la cupidité et la puissance sont toujours présents et doivent inciter les Etats à une grande vigilance dans les rapports économiques, afin d'éviter les rapports de forces et de domination qui réduisent, sur le long terme, le bien-être des citoyens.

Economists in favour of globalization consider that liberalism leads to an optimal situation because of interdependencies, economies of scale and cost reduction. However, the current situation is worrying because interdependence also produces dependence, even on countries or firms that abuse their relative or cyclical dominance. Moreover, the optimum depends on the time horizon of decisions, which is very short in an economy of immediate profit and exacerbated individual interest. Similarly, social policies cannot be seen as costs, but also as essential elements of the well-being of populations. Finally, economic and military conflicts and wars based on greed and power are always present and must incite States to great vigilance in economic relations, in order to avoid relations of power and domination that reduce, in the long term, the well-being of citizens.

Capitalisme, bien-être, PIB, Sécurité, globalisation économique  
Capitalism, Welfare, GDP, Security, Economic globalization

Le système économique mondial d'aujourd'hui met en avant principalement les valeurs économiques, matérielles et commerciales, sans référence au bien-être des personnes. Les organisations internationales ont pour objectifs le développement des échanges commerciaux. Ainsi, l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) n'est pas un grand centre de santé disponible pour le monde entier, car elle doit d'abord respecter les normes internationales portant sur la liberté du commerce, la propriété industrielle et les valeurs du monde marchand. Si la concurrence est exigée dans tout le système productif, le système des brevets, des marques ou des droits intellectuels installe autant de protections de types monopolistes contestables au regard d'un libéralisme débridé. La découverte d'un médicament capable de soigner toutes les personnes atteintes d'un mal n'est disponible que dans un système marchand qui sait jouer des rapports de force pour s'enrichir.

Dans le cadre de la Covid-19, si les Etats ont dû engager des politiques économiques pour à la fois engager des procédures de protection des populations et soutenir l'activité économique, le système libéral a surtout profité aux industries pharmaceutiques, dont plusieurs de leurs propriétaires sont devenus milliardaires. Le Ciss, collectif de défense des patients, dénonce depuis plusieurs années les marges « exorbitantes » des laboratoires avec les médicaments innovants et il réclame un mécanisme nouveau de fixation des prix lequel, aujourd'hui encore, est fondé sur sa valeur thérapeutique et la protection du brevet de la molécule, sans référence minimale avec le coût réel<sup>1</sup>. Les frais de marketing des industries pharmaceutiques sont deux fois plus élevés que les coûts relatifs à la recherche-développement<sup>2</sup>. Dans ce contexte, il est impossible d'affirmer que le système a pour objectif de favoriser le « bien-être » des individus. L'éthique n'est que très rarement mise en avant dans les décisions des entreprises privées<sup>3</sup>. Il existe deux types d'affaires, celles de l'économie réelle qui cherchent à payer des salaires décentes et à déterminer des prix ouvrant des gammes disponibles pour tous les consommateurs. Il existe aussi une économie « parasite »<sup>4</sup> qui utilise généralement la misère pour diminuer les salaires, échapper à sa participation au financement des biens publics ou profiter des situations de monopole permises par la loi (notamment les brevets, la propriété

---

<sup>1</sup> Sciences&Avenir (2016), Médicaments innovants : les laboratoires accusés de « marges exorbitantes », 21 Juin.

<sup>2</sup> Ligue contre le cancer (2016), Pétition Change, 7 avril.

<sup>3</sup> Fontanel, J. (2007). *Questions d'éthique: Guerre, démocratie, économie, éducation, marketing, sport, genre*. Editions L'Harmattan

<sup>4</sup> Hanquer, N. (2016), Confronting the Parasite Economy, American Prospect – Article - May 16, <http://prospect.org/article/confronting-parasite-economy>

intellectuelle et industrielle) pour accélérer « l'économie de la cupidité et de la prédation ».

Le bien-être est une conception comparative, dès lors que les besoins essentiels ont été satisfaits. Il dépend à la fois de son passé (effet cliquet de Duesenberry), des espoirs de futur, mais aussi et surtout de notre regard sur les voisins (« Keep up with the Jones » de Duesenberry ». Etre le plus pauvre dans le quartier est un facteur d'insatisfaction. Les salariés estiment leurs revenus à l'aune de ce que reçoivent leurs collègues. La publication des salaires des footballeurs ou des directeurs d'entreprise crée toujours une vague de protestation, mais il en va de même pour les autres couches sociales. « Les humains subissent la loi d'un désir qu'ils ne comprennent pas »<sup>5</sup>. Dans ce contexte, la croissance est plus épiée que la richesse, laquelle reste une valeur peu connue, très aléatoire, notamment quand elle s'exprime par des propriétés de capital financier ou immobilier aux valeurs fluctuantes. La prise de conscience de ces errements ne permet guère de réparer ce qui est encore réparable

Dans un système dit de consommateurs, il s'agit de tirer les prix vers le bas, ce qui explique la délocalisation, le freinage des salaires, l'essor de la grande distribution pour réduire les coûts en partie grâce à la pression à la baisse exercée sur des producteurs). Ce qui est important dans la notion de bien-être réside aussi dans la lutte contre les inégalités excessives et les effets des externalités<sup>6</sup>. Mais pas seulement, car il faut aussi inclure la pénibilité du travail (aussi forte chez les cadres que chez les travailleurs manuels). L'utilité marginale de la consommation sera d'autant plus élevée que les revenus sont faibles. La croissance du PIB associée à un accroissement des inégalités conduit à un bien-être global inférieur à celui du PIB lui-même. Dans ce cadre, une économie du bien-être pourrait conduire à accepter à disposer d'un PIB inférieur pour un bien-être global supérieur. Il s'agirait alors de contrôler les revenus des actionnaires et de réduire l'éventail des salaires.

La productivité exacerbée conduit souvent à organiser une vie sociale difficile que ne permet pas de compenser l'augmentation de la consommation, bien au contraire.

- La croissance économique actuelle produit des émissions de CO<sub>2</sub>, qui vont bien au-delà des objectifs climatiques internationaux.
- La dégradation de la qualité des emplois dans les pays européens devient inquiétante, avec de plus en plus d'occupations professionnelles

---

<sup>5</sup> Cohen, D. (2015) *Le monde est clos et le désir infini*, Albin Michel, Paris. P. 167.

<sup>6</sup> Artus, P. (2021) « Comment passer du PIB au bien-être, *Le Monde*, 7-8 novembre 2021

à plus faible niveau de compétence (service à la personne, restauration, etc.) face à un emploi industriel en fort recul et des dépenses dans les domaines scientifiques et de recherche-développement insuffisantes.

- Les délocalisations vers les pays à pays faible revenu par tête (parfois appelés émergents), aux coûts salariaux réduits favorise les pertes de compétence et d'emploi. Le poids des importations de l'OCDE depuis les pays émergents (hors pétrole) est passé de 20% de la valeur ajoutée industrielle à 70 % en 2022.

- Avec la pandémie du Covid-19, les chaînes de valeur sont perturbées et probablement durablement. Les ruptures de consommations intermédiaires, les engorgements des transports maritimes et aériens et la guerre en Ukraine vont considérablement réduire le potentiel productif mondial. La crise qui perce en Chine, avec les effets du Covid et de problèmes productifs spécifiques dans l'« usine du monde », réduit d'autant le potentiel des fournisseurs chinois, dans un tissu industriel européen très affaibli. La concurrence mondiale est concernée au regard des priorités accordées par les fournisseurs dans une situation de rareté. Ces nouvelles relations, qui inversent les rapports de pouvoir entre fournisseurs et producteurs de biens finals, constitue une nouvelle donne de la globalisation qui devrait, sur un long terme qu'il faut rendre le plus court possible, modifier les dépendances internationales des activités économiques nationales.

Dans ce contexte, il s'agit de modifier à terme ces externalités négatives, ré-internaliser en modifiant des comportements des entreprises et des ménages. Cela ne peut se réaliser sans accepter des augmentations de prix, notamment pour réduire les émissions de carbone et redonner prioritairement des revenus supplémentaires aux ménages les moins aisés. Au niveau des relations internationales, il faudrait fixer des normes, éventuellement en parité de pouvoir d'achat, pour établir des taxations aux importations pour les pays qui n'ont pas de couverture sociale suffisante ou qui polluent plus que les normes définies au niveau international. C'est ainsi que la Chine et les Etats-Unis restent les plus gros pollueurs du monde et les efforts accomplis restent très insuffisants. D'autre part, les dépenses sociales pour les pays de l'OCDE avoisinent 15 à 20 % du PIB, contre moins de 8% dans la plupart des pays émergents (7% pour la Chine).

Cependant, le profit reste toujours, pour les entreprises, la base de leur action, et les actionnaires sont devenus de plus en plus voraces, exigeants, rendant la gestion des unités de production de plus en plus difficiles à gérer. Dans ce contexte, la plupart des pays n'ont de démocratie que le nom, ou celle-ci s'est éteinte au nom du profit et de la richesse de quelques-uns, lesquels valorisent toujours la fameuse théorie du ruissellement qu'aucun économiste sérieux ne peut défendre

rationnellement et empiriquement dans le respect du bien-être des salariés. Les régimes autoritaires (Chine ou Russie) ont plus d'intérêt pour les catégories sociales qui les soutiennent, oligarques (dont la fortune peut s'apparenter à un vol organisé des biens publics) ou dirigeants du parti communiste (souvent corrompus, disposant de fortunes considérables, sans référence à un communisme réel qui valorise plutôt la réduction des inégalités). En outre, l'organisation de ces pays laissent supposer à leurs citoyens qu'il s'agit du meilleur système à vivre et qu'il faut s'engager dans une forme de patriotisme pour continuer à accroître le PIB (Chine) ou la puissance du pays (Russie). Le quasi-monopole de l'information et de la communication publique s'exerce alors pour « embrigader » les petits soldats de la production pour le bénéfice optimum de ceux qui s'inscrivent dans le haut des hiérarchies politiques et économiques.

Dans les pays dictatoriaux dans lesquels les Parlements sont de fait aux ordres de l'exécutif et n'offrent qu'une façade de contournement de la démocratie, les gouvernants sont frappés du syndrome d'Hubris, un trouble du comportement qui apparaît progressivement lorsqu'ils accèdent au pouvoir. L'idée de la toute-puissance (Jupiter), une arrogance et un narcissisme sans limite, des réflexions de type messianiques sur le pays et son histoire, le mépris des critiques et du droit, la capacité à s'isoler, tout en constituant un groupe réduit autour de lui choisi pour le conforter dans son sentiment de toute puissance, sont autant d'éléments de ce syndrome dont les effets sont plus ou moins affirmés dans le temps, notamment si le pouvoir en place est suffisamment fort et organisé pour qu'il devienne quasi permanent, incontestable et incontesté. Même dans les pays démocratiques d'élections réellement libres, le phénomène existe aussi, mais sous des formes atténuées.

Les régimes démocratiques d'aujourd'hui sont dominés par une économie de marché qui valorise le profit des entreprises, et principalement celle des actionnaires. Au sommet de l'Etat, des groupes sociaux disposent du pouvoir et l'exercent en fonction de leurs intérêts (plus de la moitié des membres du gouvernement de Donald Trump était milliardaires en dollars). En France, le mariage des intérêts de l'énarchie (qui va disparaître tout en laissant tous ces anciens membres dominants dans la plupart des sphères de pouvoir) et des grandes fortunes consacre la mise en place de systèmes oligopolistiques de plus en plus puissants qui innervent l'ensemble du système productif et de la communication. Les strates étatiques soutiennent les firmes nationales et multinationales dans leurs efforts de productivité et de compétition, et dans ce contexte, les salaires apparaissent comme des coûts, tout comme les dépenses sociales (un pognon de dingue).

L'ouverture des frontières a surtout permis aux sociétés d'accroître leur potentiel de profit, de valoriser les revenus des actionnaires et d'imposer un type de consommation dont les effets délétères sur la planète sont de plus en plus clairement identifiés.

Pour maintenir le pouvoir d'achat des ménages, l'Etat doit s'engager à leur côté. Or, les gouvernements usent de subterfuges pour laisser croire que son action va bien dans ce sens. Par exemple, il est souvent fait état de la baisse des impôts, ce qui devrait favoriser le pouvoir d'achat des ménages. Cette stratégie n'est pas faite pour les ménages les plus modestes, car elle concerne surtout l'impôt sur les revenus, sur la fortune, sur la taxation des héritages ou sur l'impôt sur les sociétés (concurrence internationale oblige). En revanche, les impôts proportionnels comme la TVA ou la CSG ne sont quasiment jamais remis en cause. Or, dans une situation de compétition internationale, seules les activités de transferts des revenus définis par l'Etat peuvent venir compenser la pression à la baisse des salaires et des prestations sociales.

De fait, une politique sérieuse pour lutter contre les inégalités consiste d'abord à augmenter les taux d'imposition et de supprimer la plupart des niches fiscales qui permettent aux plus riches de payer proportionnellement deux à trois fois moins d'impôts sur le revenu que les cadres salariés. La question qui se pose porte sur la pression fiscale sur les plus riches. La taxation des rentes est évidemment la plus efficace, notamment lorsqu'elle s'adresse à un secteur immobilier à forte augmentation de valorisation et aux marges bénéficiaires des entreprises accrues ces dernières années par la concentration des entreprises et l'existence de positions dominantes dans de nombreux secteurs de l'économie nationale ou mondiale.

Theodore Roosevelt a été le premier Président américain à appliquer une politique de biens publics et à contenir le pouvoir des élites financières. Dans une période de paix et de croissance, il s'engagea contre cette situation et contre les abus et les « malfaiteurs des grandes richesses » (chemins de fer, banques, pétrole, notamment) qui augmentaient leurs prix et disposaient d'une puissance politique excessive. Il mit en place des impôts progressifs afin de réduire ces inégalités. Il installa le Pure Food and Drug Act en 1906. Son action était plus centrée sur l'amélioration des conditions de travail de la classe moyenne que sur la réduction du fardeau de la classe ouvrière ou l'amélioration du pouvoir des syndicats. Elle se proposait de combattre « les ennemis du peuple », ceux que l'on pourrait aujourd'hui apparenter au fameux « groupe des 1 % ». Il annonçait ainsi les principes du New Deal, lequel fut construit quelques années plus tard

par des réformateurs jeunes, proches du mouvement des travailleurs. L'œuvre de Keynes est inspirée de cette action.

Les transferts publics supposent une hausse de la pression fiscale sur le capital et les hauts revenus, ce qui devrait inverser la tendance « historique » de la taxation des revenus sur le capital, passés de 38% en 1998 à moins de 28% aujourd'hui. La grande difficulté réside à la fois dans la concurrence des Etats pour recevoir l'investissement et les financements internationaux, l'existence des paradis fiscaux qui ne sont pas toujours placés dans des îles bananières et un système économique qui favorise les actionnaires aux dépens des salariés. Le libéralisme pourrait toujours continuer à maintenir une concurrence si, dans le monde entier, il était demandé que la croissance des dividendes ne pouvait pas être supérieure à celle des salaires. Une telle loi ne serait certainement pas liberticide et elle permettrait, au moins dans un premier temps, de limiter la pression qui pèse sur l'ensemble des rémunérations du travail.

Aujourd'hui, dans un monde tourné vers le marché et l'intérêt individuel, une société « consumériste » se développe, avec un essor des frustrations matérialistes provoquées par l'importance des choix offerts par les marchés et les moyens réduits au regard de salaires relatifs déclinants. Il en résulte une production croissante « d'oubliés du système », dont une part non négligeable d'entre eux s'inscrivent dans un combat idéologique ou religieux. La cupidité extrême comme forme sociale de la performance ne peut constituer le but ultime des êtres humains. L'espoir matérialiste, porté par les démocraties, d'un développement continu favorable à la « masse » des vivants se conjugue aujourd'hui avec l'essor d'une pauvreté relative et de la précarité. Il en résulte aussi un rejet des valeurs démocratiques et un retour vers des formes d'intolérance et de refus de la liberté individuelle et collective de penser.

Autrement dit, la démocratie d'aujourd'hui a perdu sa pertinence, car les citoyens ne sont plus suffisamment bien informés pour sentir l'utilité de son vote. La complexité apparente des choix à faire collectivement désarme les personnes physiques pour engager une lutte contre les contradictions frontales du système et les rend alors plus sensible au « wokisme ». En abordant les sujets de contestation sur le plan d'une seule injustice, chacun de son côté pour « son » sentiment d'injustice personnifié, la question centrale des inégalités n'est alors au fond plus abordée, laissant les dirigeants poser quelques placebos sur chacune des revendications, tout en continuant à maintenir que le progrès social sera le résultat de l'accroissement de la productivité, du PIB, quels qu'en soient les prix de pénibilités physiques, morales et intellectuelles qui deviennent alors des facteurs essentiels de dégradation du bien-être.



Le bien-être ne peut s'exprimer non plus en temps de guerre ou de conflits armés larvés. Les analyses économiques ignorent la guerre, les conflits ou l'influence économique et sociale des menaces armées. Dans ce contexte, soit la guerre et sa menace sont supposées être l'état normal de la vie humaine en conflits perpétuels, soit le développement économique conduit inéluctablement à une paix durable. Les prédatrices esclavagistes ou colonialistes ont été progressivement mises au ban de la société internationale, mais les rapports de force militaires, économiques ou culturels restent bien présents dans le monde d'aujourd'hui comme en témoignent toutes les guerres interminables qui secouent l'humanité du XXI<sup>e</sup> siècle. Pourtant, après l'effondrement de l'URSS, la pensée unique d'une mondialisation heureuse avait consacré la fin des guerres étatiques et même la fin de l'histoire avec une économie de marché triomphante<sup>7</sup>.

Deux à trois décennies plus tard, avec l'intervention des Etats-Unis en Irak, l'intervention de l'OTAN en Afghanistan, les actions militaires de la Russie à l'encontre de l'Ukraine, la force militaire est restée un facteur d'action central dans les relations internationales. Le désarmement souvent prôné par les économistes de la globalisation qui estiment que l'interdépendance des économies constitue un facteur de paix n'est plus soutenable et durable<sup>8</sup>.

La notion de «cosmopolitisme» de l'école libérale d'ouverture des frontières pour le bien-être de tous est contestée à la fois par l'émergence de nouvelles guerres et par l'exercice des rapports de force économiques. Les rapports de force militaire, les dépendances économiques de type goulot d'étranglement des consommations intermédiaires ou de biens essentiels (énergie, pharmacie, etc.) comportent autant d'effets de domination éventuels qui sont perçus par chacun des acteurs<sup>9</sup>. La guerre économique elle-même peut conduire à des transformations profondes des échanges internationaux. Du fait même des contraintes de matières premières et d'énergie pour les nouvelles technologies et la vie courante des citoyens de tous les pays, les crises violentes de survie peuvent apparaître avec l'arrêt de certains échanges commerciaux. En outre, les questions relatives aux nouvelles technologies et leur contrôle par de grandes firmes multinationales d'une puissance politique et sociétale considérable restent en suspens,

---

<sup>7</sup> Fukuyama, F. (1991), *La fin de l'histoire et le dernier homme*. Flammarion, Paris.

<sup>8</sup> Coulomb, F., Fontanel, J., 2003. Disarmament: A century of economic thought. *Defence and peace economics*, 14(3),

<sup>9</sup> Fontanel, J. Henriques, P. (2007) A Globalização em «análise»: geoeconomia e estratégia dos actores, Instituto Piaget, Lisboa.

tout en ouvrant un vaste domaine d'insécurité pour les pats et les individus qui n'en respectent pas les règles fondées sur leur profit.

En 2022, l'Allemagne va même modifier radicalement sa politique de sécurité, jusqu'à présent réduite à une forme élémentaire au sein de l'OTAN. La guerre en Ukraine modifie fondamentalement les équilibres stratégiques passés. L'ère de la coexistence pacifique est close, car l'Allemagne se ressent aujourd'hui dépendante de ses approvisionnements énergétiques vis-à-vis de la Russie et de sa propre sécurité avec les Etats-Unis. Elle se sent directement menacée et elle comprend que le soutien militaire de ses alliés peut la conduire à faire des choix qui ne seraient plus indépendants, mais orientés par les nécessités de structures de sécurité nationale insuffisantes au regard des nouvelles situations stratégiques d'un monde extrêmement complexe dans lequel les démocraties occidentales sont en situation de conflit potentiel avec les sociétés autocrates, à fort potentiels économiques et démographiques.

La poursuite sans fin des intérêts des dirigeants d'entreprise ou des Etats conduit à des excès de pollution, à des processus de désertification ou à des dégâts environnementaux irréversibles, indépendamment des questions concernant le changement de climat, un thème de bien peu de poids au regard de la politique du profit et de la prégnance de la maximisation des intérêts personnels bien compris. Sans contrôles constants, les entreprises sont souvent conduites par leur recherche du profit à des abus qui touchent à la santé des personnes dans le secteur alimentaire (notamment avec les pesticides ou autres produits aux ingrédients discutables), mais aussi à la pollution de l'air, de l'eau, de la terre avec des incidences graves pour les populations. L'argent n'a pas d'odeur. En Afrique, les sociétés minières sont à la recherche de profits immédiats dans un continent abandonné aux guerres civiles et à la voracité des firmes multinationales. L'industrie extractive provoque des dommages environnementaux irréversibles. Le "rôle central" de la finance est toujours bien présent, « éloigné de toutes les contingences qui ne sont pas celles de leurs profits à très court terme »<sup>10</sup>.

Tous ces facteurs agissent positivement de concert, dans le cadre d'un « cercle vertueux » rejetant les facteurs de cupidité extrême et favorable à un développement raisonné dans la répartition dans le temps et dans l'espace des revenus et des richesses. Aujourd'hui, tous les ingrédients positifs de cette période sont remis en cause, à la fois par une concurrence internationale qui laisse beaucoup de liberté d'action aux grandes firmes multinationales et par une domination politique et

---

<sup>10</sup> Galbraith, J.K. (2014), La grande crise, Comment s'en sortir autrement, Collection Economie humaine, Seuil, Paris

économique des 1 % sur les lois des Etats mis en concurrence dans leur fiscalité, l'attractivité de leurs investissements et une ouverture « sauvage » des frontières économiques qui ne s'accompagnent pas de mesures parallèles des frontières politiques. Le monde vit nettement au-dessus de ses moyens, sa population aura une dette si grande dans l'avenir qu'elle risque d'en souffrir pendant des années. L'homme a mis en place des institutions susceptibles qui sont ensuite devenus autant d'obstacles à sa propre libération.

## Références

- Allison, G. (2019), *Vers la guerre*, Odile Jacob, Paris.
- Artus, P. (2021) « Comment passer du PIB au bien-être, Le Monde, 7-8 novembre 2021
- Bensahel, L, Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2009), Les organisations non gouvernementales ou l'homme au cœur d'une mondialisation solidaire, L'Harmattan, Paris.
- Brunat, E., Fontanel, J. (2021), La science économique comme idéologie, la science de gestion comme viatique de l'actionnaire, *Marchés et organisations*.
- Cohen, D. (2015) Le monde est clos et le désir infini, Albin Michel, Paris.
- Coulomb, F., Fontanel, J., 2003. Disarmament: A century of economic thought. *Defence and peace economics*, 14(3),
- Fontanel, J. Henriques, P. (2007) A Globalização em «análise»: geoeconomia e estratégia dos actores, Instituto Piaget, Lisboa.
- Fontanel, J. (2007). *Questions d'éthique: Guerre, démocratie, économie, éducation, marketing, sport, genre*. Editions L'Harmattan\$
- Fontanel, J., & Chatterji, M. (2008). War, peace and security, London: Emerald.
- Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2014), For a General Concept of Economic and Human Security », *The Evolving Boundaries of Defence. An Assessment of Recent Shifts in Defence Activities*, Emerald Publishing Limited
- Fontanel, J., Sushcheva, N. (2019), La puissance des GAFAM, Annuaire Français des Relations Internationales, AFRI.
- Fukuyama, F. (1991), La fin de l'histoire et le dernier homme. Flammarion, Paris.
- Galbraith, J.K. (2014), La grande crise, Comment s'en sortir autrement, Collection Economie humaine, Seuil, Paris
- Hanquer, N. (2016), Confronting the Parasite Economy, American Prospect – Article - May 16, <http://prospect.org/article/confronting-parasite-economy>
- Ligue contre le cancer (2016), Pétition Change, 7 avril.
- Saby, B, Saby, D. (2016), *Compétitivité, mercantilisme et guerre économique*, L'Harmattan Paris.
- Sciences&Avenir (2016), Médicaments innovants : les laboratoires accusés de « marges exorbitantes, 21 Juin.
- Shkaratan, O. and Fontanel, J., 1998. Conversion and personnel in the Russian military-industrial-complex. *Defence and peace economics*, 9(4),
- Smith, R., Fontanel, J. (2008), International security, defence economics and the powers of nations, in « *War, Peace and Security* », Emerald, London.